

enbée 05.07.2016

P507 101874



Pour une fonction publique d'aujourd'hui



66, rue Baudouin  
L-1218 Luxembourg  
Tél.: 40 77 20-1  
Fax: 40 77 20-40  
fgfc@fgfc.lu  
www.fgfc.lu

**Chambre des Députés**

Commission des Pétitions

Commission de l'Education nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

19 r. du Marché-aux-Herbes,  
**L-1728 Luxembourg**

Luxembourg, le 29 juin 2016

**Concerne:** dossier compétences des instructeurs de natation au sein de l'enseignement fondamental

Monsieur le Président de la Chambre des Députés,  
Monsieur le Président de la Commission des Pétitions,  
Monsieur le Président de la Commission de l'Education nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse,

Vous n'êtes certainement pas sans ignorer les discussions récentes portant débat public du 28 octobre 2015 à la Chambre des Députés suite aux 7.040 signataires de notre pétition publique no 507 intitulée: « *Eis Kanner sinn zu allem fäheg. Fir e richtegt a professionnelt Schwammeléieren an der Grondschoul.* »

Dans ce contexte nous avons déjà soulevé à maintes reprises, l'excellent travail de la Chambre des Députés avec ses commissions afférentes.

Comme prévu nous avons poursuivi le dossier avec Monsieur le Ministre de l'Education nationale. Ainsi, nous vous prions de bien vouloir trouver en annexe copie d'une lettre récemment adressée à Monsieur le Ministre Claude Meisch avec nos conclusions y relatives.

Nous ne cachons pas que notre déception est la plus absolue dans tout le contexte. Tous les arguments étant échangés, nous nous bornons dans le futur à attaquer publiquement la politique gouvernementale en prônant l'état et la qualité des cours de natation au sein de l'école fondamentale de notre pays.

Veuillez agréer, Messieurs les Présidents, l'expression de mes sentiments distingués.

Marco Thomé  
Secrétaire général

Transmis en copie pour information

- aux Membres de la Commission des Pétitions
  - aux Membres de la Commission de l'Education nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse
  - aux Membres de la Conférence des Présidents
- Luxembourg, le 5 juillet 2016

Vera Haas-Gelejnsky

Secrétaire-administrateur de la Commission des Pétitions



66, rue Baudouin  
L-1218 Luxembourg  
Tél.: 40 77 20-1  
Fax: 40 77 20-40  
fgfc@fgfc.lu  
[www.fgfc.lu](http://www.fgfc.lu)

**Monsieur le Ministre de l'Education nationale,  
de l'Enfance et de la Jeunesse**

**L-2926 LUXEMBOURG**

Luxembourg, le 28 juin 2016

**Concerne:** dossier compétences des instructeurs de natation au sein de l'enseignement fondamental

Monsieur le Ministre,

Par la présente je me fais l'interprète pour notre sous-groupe l'Association Luxembourgeoise des Instructeurs de Natation (ALIN) pour vous saisir une nouvelle fois du dossier des compétences des instructeurs de natation au sein de l'enseignement fondamental.

Rappelons-nous l'évolution du dossier depuis le débat public du 28 octobre 2015 à la Chambre des Députés suite aux 7.040 signataires de notre pétition publique no 507 intitulée: «*Eis Kanner sinn zu allem fähig. Fir e richtegt a professionnelt Schwammeléieren an der Grondschoul.*»

En bref les conclusions des Commissions de la Chambre saisies étaient les suivantes :

- en tant que Ministre de l'Education Nationale vous êtes disposé à discuter de la coopération en pratique entre le titulaire de classe et l'instructeur de natation ;
- l'importance de la sécurité de la natation a été mise en évidence, un volet qui relève du champ de compétence du maître-nageur ;
- la complémentarité entre les interventions de l'instituteur et du maître-nageur a été soulignée ;
- il s'agit d'examiner comment la coopération entre tous les intervenants du cours de natation pourrait être améliorée ;
- le principe de l'instituteur en tant que généraliste dans l'enseignement fondamental n'est pas remis en question à l'heure actuelle;
- se propose d'évaluer la mise en œuvre du plan d'étude en ce qui concerne le cours de natation.



S'y rajoutent les interventions faites par les Députés, dont:

- la crainte que la formation initiale des instituteurs avec un séminaire de 26 heures pendant un semestre ne soit pas suffisante ;
- la propose d'évaluation du niveau des compétences en natation des élèves;
- le cours de natation est un cours spécifique que les instructeurs de natation ont toujours assuré avec une grande compétence ;
- la promotion de l'offre d'un deuxième instructeur de natation pour les élèves non-nageurs auprès des communes.

Ainsi que votre proposition:

- de charger les inspecteurs de l'enseignement fondamental d'examiner le statut du titulaire de classe pour le cours de natation, le volume des demandes des communes pour un instructeur de natation en tant que deuxième intervenant ainsi que la coopération en pratique entre titulaire de classe et maître-nageur.

A noter l'opposition d'un député à la conclusion des commissions parlementaires d'évaluer l'état de la coopération entre enseignants et maîtres-nageurs. Il a insisté que l'évaluation doit porter sur les compétences en natation des élèves.

\*\*\*\*\*

Après une réunion de concertation entre nos deux parties début janvier 2016, «le rapport d'inspection sur les cours de natation» nous a été présenté par vos collaborateurs en mi-février.

S'en suivaient trois réunions conviviales avec vos conseillers abordant le sujet dans son ensemble. Vos collaborateurs prétendaient vouloir promouvoir et valoriser l'offre d'un deuxième instructeur de natation pour les élèves non-nageurs auprès des communes. Par publication à votre circulaire appelée « du printemps » adressé à l'ensemble des écoles fondamentales cette promotion devrait porter ses fruits. Il a même été envisagé de nous associer à l'élaboration de la partie de la circulaire réservée à la natation scolaire, sans que vos services ne se soient tenus aux propres promesses.

De même avons-nous abordé ensemble la question si les instructeurs de natation avec brevet de maîtrise pourraient dans le futur être titulaires de classe pour les cours de natation, étant donné que dans certains cas, la maîtrise d'une profession est harmonisée à rang égal avec le baccalauréat.

Nous avons bien évidemment pris note de ladite circulaire, publiée sans concertation préalable. Ainsi nous devons vous faire part de notre plus profonde déception quant à la manière de communiquer à l'instar de votre ministère. A notre avis, nous sommes confrontés à une ignorance sans pareille, surtout parce que depuis lors nous n'avons entendu mot de votre part.

Face à cette déception faisant semblant de dialogue social, nous vous faisons néanmoins part de nos observations y relatives:

1. Votre circulaire : « *Au cas donc où des élèves non-nageurs se trouvent dans le groupe-classe, ceux-ci **peuvent** être pris en charge par un instructeur de natation, **sous l'autorité pédagogique** de l'enseignant. **Ce recours ponctuel aux services des instructeurs de natation** fait l'objet d'une prestation de services, assumée par les communes ou les syndicats de communes et aux frais de laquelle l'État contribue.* »

La manière rédactionnelle par laquelle vous « promouvez » la collaboration entre instituteur et instructeur de natation démontre parfaitement le manque de volonté politique de votre part pour faire avancer le dossier dans notre direction. A notre avis, vous préconisez cette solution jusqu'au moment où vous avez de votre côté assez de personnel formé pour tenir les cours de natation.

2. « *Cet encadrement supplémentaire ouvre de **nouvelles voies** lors de la tenue de cours de natation.* »

C'est tout simplement faux! Il ne s'agit pas de nouvelles possibilités, bien au contraire des solutions existantes sont détruites.

3. « *\*Dans ce contexte il ressort du rapport établi par le Collège des inspecteurs de l'enseignement fondamental à l'issue des visites d'inspection dans différentes piscines à travers le pays que les enseignants, titulaires d'une classe, et les instructeurs de natation qui les soutiennent **réalisent en général des prises en charge complémentaires pour le plus grand bénéfice des écoliers.*** »

A trois reprises nous avons souligné que nous n'acceptons ni la façon dont vous avez procédé audit rapport ni vos conclusions y relatives. A notre avis, il s'agit ici d'un rapport prétentieux ayant pour simple but de faire semblant que l'apprentissage à la natation se déroule à la plus parfaite satisfaction de tous les concernés.

4. « *Une attention particulière est à porter aux **enfants atteints d'affections durables**, comme par exemple l'épilepsie. Ceux-ci participent au cours de natation, pour autant qu'un certificat médical de non-contre-indication aux activités aquatiques élaboré par un médecin spécialiste a été établi et remis au titulaire de classe. Lors du cours de natation ces enfants doivent être visibles en permanence d'une personne dûment informée. Le cours de natation est à organiser en conséquence.* »

Nous nous demandons comment votre recommandation si louable qu'elle soit, sera réalisée en pratique au bord des piscines.

5. « *Toutefois, les titulaires de classe ou leurs remplaçants assurant le cours de natation sont tenus de disposer d'un **brevet de sauvetage élémentaire** (Junior Lifesaver ou équivalent) ou d'avoir au moins suivi l'ensemble des cours qui y préparent.* »



Ici nous restons muets quant aux compétences préalables demandées par votre Ministère. Toute notre campagne portant [www.nager.lu](http://www.nager.lu) avec les arguments y relatifs semble être totalement ignorée par votre ministère.

Ainsi nous tirons la conclusion qu'en dehors de réunions faisant semblant de dialogue social, tous nos arguments, toutes nos initiatives ainsi que notre campagne [www.nager.lu](http://www.nager.lu) sont restés sans la moindre ouverture de la part de votre ministère.

Ainsi il nous reste qu'à informer le public et surtout nos plus de 7.000 signataires du sort de notre pétition à la rentrée des classes en septembre. Ainsi nous n'arrêtons pas de suivre de près la qualité des cours de natation au sein de l'école fondamentale pour sensibiliser davantage, le moment donné, la population des conséquences de votre politique.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, l'expression de mes sentiments distingués.



Marco Thomé  
Secrétaire général

*Copies de la présente sont adressées aux Commissions internes à la Chambre des Députés  
à charge du débat public du 28 octobre 2015*